EN MARCHE ARRIÈRE

DÉCLARATION DE LA JUNTE

La situation sécuritaire s'améliore sous la junte.

LE BILAN

- La violence commise par les groupes islamistes militants au Mali devrait augmenter de 70 % en 2022.
- Les décès dus à la violence des militants islamistes contre les civils au cours du premier trimestre de 2022 ont été plus nombreux qu'au cours de toute année précédente.

DÉCLARATION DE LA JUNTE

La junte bénéficie du soutien populaire des citoyens maliens.

LE BILAN

- Les partis politiques rejettent de nouveaux retards dans la tenue des élections et ne reconnaissent pas la junte.
- Les milices de jeunes pro-juntas ont intimidé des dissidents à Bamako.

DÉCLARATION DE LA JUNTE

La junte représente les intérêts souverains du Mali.

LE BILAN

- La junte a autorisé 1 000 mercenaires russes du groupe Wagner à entrer au Mali, augmentant la dépendance du pays à l'égard de Moscou.

DÉCLARATION DE LA JUNTE

La junte respecte les droits humains.

LE BILAN

- Des soldats maliens et des mercenaires russes sont accusés d'atteintes aux droits humains, notamment d'avoir tué plus de 300 civils dans la ville de Moura.

EN MARCHE ARRIÈRE

DÉCLARATION DE LA JUNTE

La junte s'est engagée dans une transition démocratique.

LE BILAN

- Bien qu'elle ait officiellement accepté une transition de 18 mois après le coup d'État d'août 2020, la junte refuse d'abandonner le pouvoir et n'a fait aucun effort pour organiser des élections.

DÉCLARATION DE LA JUNTE

La junte protège les intérêts des citoyens.

LE BILAN

- La junte a forcé les pays contributeurs de troupes à quitter le Mali et a refusé 2 000 gardiens de la paix supplémentaires alors même que la violence extrémiste a augmenté.

DÉCLARATION DE LA JUNTE

La junte soutient un dialogue national.

LE BILAN

- Un climat de peur et de terreur règne au Mali alors que les dirigeants de l'opposition, les journalistes, les universitaires et les dirigeants de la société civile qui expriment leur désaccord sont arrêtés.

DÉCLARATION DE LA JUNTE

La junte fait respecter la justice.

LE BILAN

- Les tribunaux ont mis fin aux poursuites contre le général Amadou Sanogo et 15 autres personnes, accusées d'avoir tué 21 soldats à la suite du coup d'État de 2012.
- L'ancien premier ministre, Soumeylou Maiga, a été arrêté et est mort en prison.